

TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Vers davantage de gestion concessionnelle

Le gouvernement doit développer tous les modes de gestion des infrastructures de traitement des eaux usées, y compris la concession.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a formulé au ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, qui a étreigné, dimanche soir, le cycle des auditions annuelles. A cette occasion, le chef de l'Etat a appelé à «une réutilisation effective des eaux épurées fournies par les stations de traitement des eaux usées, notamment pour l'agriculture». Il s'agit d'arriver à une meilleure maîtrise des coûts, une qualification plus grande en matière de gestion des réseaux dans les villes et un effort intense de formation de capacités et compétences nationales. D'autant que le programme quinquennal 2010-2014 prévoit la réhabilitation des réseaux d'alimentation en

eau potable de 32 villes, la réhabilitation des réseaux d'assainissement de 24 villes et la réalisation de 64 nouvelles stations d'épuration des eaux usées pour atteindre une capacité totale de traitement de 740 millions de mètres cubes.

Développer l'économie de l'eau

Appelant à la promotion d'une véritable économie et gestion intégrée de l'eau, avec 10 milliards de dollars déjà investis dans le développement de ce secteur, le président de la République veut la valorisation de cette ressource, la rationalisation de son usage et la mobilisation de l'autorité pour que «chaque consommateur s'acquitte de ses redevances». Comme il s'agit, selon l'audit, de poursuivre la

mobilisation des ressources hydriques (eaux de surface, des nappes ou du dessalement de l'eau de mer). Cela «d'une manière progressive et intégrée, en tenant compte du niveau des déficits à travers les différentes régions du pays, notamment les Hauts- Plateaux, et en accordant davantage d'importance aux besoins de l'irrigation pour l'agriculture».

Ressources hydrauliques mobilisées

En termes de mobilisation des ressources hydrauliques, l'audit a relevé la mise en eau de 9 nouveaux barrages pour une capacité additionnelle de 1,3 milliard de mètres cubes, portant ainsi le parc national des barrages à 71 unités, d'une capacité totale de 7,1 milliards de mètres cubes.

Ainsi que la réception de 8 grands systèmes de transfert, la mise en service de 11

grandes adductions d'eau, et la livraison, avant la fin 2009, d'usines de dessalement d'eau de mer. Il est également question de la construction de 27 stations d'épuration des eaux usées, la mise en service de deux grands systèmes d'assainissement et de lutte contre la remontée des eaux à Ouargla et Oued Souf et la réalisation et l'équipement de neuf grands périmètres d'irrigation sur une surface additionnelle de 48 000 ha.

Les projets en cours

Concernant les projets en cours, l'audit évoque la réception durant le dernier trimestre 2010 du grand projet d'alimentation en eau potable de Tamanrasset à partir de la nappe de In-Salah. Ainsi que le lancement des travaux du projet de transfert d'eau vers les hautes plaines sétifiennes, la quasi-réalisation du pro-

gramme de réalisation de 13 stations de dessalement d'eau de mer pour une production totale de 2,26 milliards de mètres cubes et le lancement des appels d'offres pour l'extension du système de Béni Haroun par l'interconnexion des cinq barrages le composant.

Perspectives à l'horizon 2014

Quant au programme quinquennal 2010-2014, il prévoit notamment la mise en place de réserves régionales stratégiques de ressources en eau et l'exploitation des systèmes hydrau-

liques complexes. Dans ce cadre, il est question de la construction de nouveaux barrages et la surévaluation de certains en place pour porter la capacité de retenues des eaux de surface de 7,1 à 9,1 milliards de mètres cubes et la réalisation de 6 grands projets de transfert et de 14 adductions majeures.

Outre la réalisation de travaux d'aménagement hydro-agricoles sur 125 000 nouveaux hectares et la réalisation d'une centaine de nouvelles retenues collinaires pour l'irrigation agricole.

C. B.

Indicateurs de développement humain

Entre 1999 et 2009, le taux de raccordement aux réseaux d'eau potable est passé de 78 % à 93 %, celui du raccordement des foyers au réseau d'assainissement a évolué de 72 % à 86 %. Quant à la dotation quotidienne en eau potable par habitant, elle est passée de 123 à 168 litres par jour et l'alimentation quotidienne de la population en eau potable dans les chefs-lieux de commune a évolué de 45 % à 70 %.

C. B.

AVIS D'UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE : M. OUAHMED LARBI, INDUSTRIEL :

«Lever toute équivoque en matière d'importation»

M. Larbi Ouahmed, en tant que professionnel averti ayant passé plus de trente ans au service de l'entreprise algérienne, nous livre ici son point de vue sur l'actualité économique de l'été.

Le Soir d'Algérie : Monsieur Ouahmed, pouvez-vous nous donner votre avis sur les dernières mesures contenues dans la loi de finances complémentaire 2009, notamment celle se rapportant à la réduction des importations, et qui suscitent moult débats ?

M. Ouahmed : Dans la phase actuelle, la réduction des importations qui est, au demeurant, nécessaire au pays, doit commencer d'abord par la promulgation de textes adaptés régissant le marché algérien, et ensuite lever toute équivoque dans les futures décisions, entre l'importation de produits intrants, qui, elle, génère de la richesse, la création d'emploi et une valeur ajoutée, et l'importation dans le cadre de la revente en l'état.

Bon nombre d'opérateurs contestent la mesure consacrant le crédit documentaire comme seul mode de paiement. Qu'en est-il pour vous ?

La LFC 2009, permettant la seule importation par crédit documentaire, ne permet pas la qualité des matières nécessaires à la pro-

duction et pénalise l'entreprise par des frais supplémentaires, qui, par conséquent, se répercuteront en dernier lieu sur le prix de vente.

Ajouter à cela, la lenteur dans le traitement des dossiers d'importation et l'entrave à l'entreprise dans son cycle de production. Cette option de paiement est en contradiction avec la politique visant la protection de la qualité des produits et la compétitivité de l'entreprise. A contrario, les transferts libres, mode de paiement universel, qui est un crédit fournisseur, permet la disponibilité des matières premières, en temps voulu avec la qualité attendue. Il y a lieu de préciser, en dépit de ce texte, les problèmes qui se posent à l'entreprise sont plus profonds qui, à mon sens, devraient être pris en charge sérieusement et traités de façon économique.

Justement, selon vous, quelles sont les solutions idoines de nature à assurer le développement et la croissance de la PME ?

La ressource humaine et sa formation reste insuffisante et inadaptée aux besoins socioécono-

miques, d'où la nécessité d'un soutien de l'Etat sous forme d'encouragements par le levier fiscal et qui devrait être orienté davantage vers les entreprises de production, de continuer à adapter la politique de l'emploi et de la formation porteuse de résultats dans le cadre de la résorption du chômage. Ceci d'une part. D'autre part, la réduction du taux de TVA permettra au pouvoir d'achat de s'améliorer, partant un accroissement de la consommation, et par l'effet multiplicateur, la production augmentera et l'emploi aussi. L'autre élément, qui est l'exonération de l'impôt sur la distribution des résultats IBS, qui a été déjà soumis à l'impôt. Tous ces éléments sont des sources d'encoura-

gement nécessaires de la PME et de la croissance économique, pour ne citer que ceux-là.

Les associations patronales ont contesté le texte problématique de la LFC. Qu'en pensez-vous ?

Je me permets de saluer toutes les associations patronales pour les efforts qu'elles déploient mais restent en deçà des attentes et des aspirations des sociétés de production. Pour cela, une plus large concertation s'impose afin de saisir les problèmes objectifs pour avoir une meilleure réponse des pouvoirs publics.

L'accord d'association avec l'Union européenne n'est pas du goût du patronat. Beaucoup

demandent sa révision dans le sens des intérêts de l'entreprise et de l'économie algérienne. Quel est votre avis ?

L'accord avec UE n'a pas atteint les résultats escomptés, ce qui se traduit dans le cadre de la régulation du marché et des importations par un désordre qui est venu s'ajouter à celui déjà existant.

Et l'accord arabe de libre-échange ?

L'accord d'association avec l'Union arabe serait une contrainte au développement économique de notre pays qui se traduira par des traders étrangers, par des fonds algériens à travers l'importation de produits pour la revente en l'état.

R. N.

EN DIFFICULTÉ DEPUIS 48 HEURES EN HAUTE MER

16 harraga secourus au large des côtes sardes

Les gardes-côtes algériens et italiens ont secouru, hier, vers 6h30, 16 jeunes harraga qui étaient en détresse au large des côtes sardes.

Ces seize harraga auraient pris le large en fin de semaine à partir de la plage d'Oued Bakrat, commune de Seraïdi, dans la wilaya de Annaba. Après plus de 24 heures en mer, et alors qu'ils étaient à quelques dizaines de kilomètres des côtes sardes, une panne s'est déclarée dans le moteur de leur barque. En difficulté, ils ont appelé, à l'aide de portables, leurs parents pour les informer de leur mésaventure et alerter les autorités algériennes pour leur sauvetage.

L'information faisant état de la présence d'un groupe de harraga en détresse à quelques dizaines de kilomètres des côtes italiennes est

parvenue dans la matinée de dimanche aux gardes-côtes du groupement territorial de Annaba.

Le Centre opérationnel de sécurité, recherches et sauvetage en mer (Cnoss), relevant de la direction des gardes-côtes, a confirmé la position du groupe dans une zone de compétence italienne — la réglementation internationale de recherches et secours en mer définit les zones de compétence pour chaque pays. De ce fait, un dispositif de secours a été mis en place en coordination entre les gardes-côtes des deux pays. «Nos services ont immédiatement contacté les gardes-côtes italiens en vue de la localisation de l'embarcation pour l'organisation des sauvetages. Les unités 355 et 344 des gardes-côtes du groupement territorial de Annaba ont participé aux côtés des unités italiennes aux recherches et

sauvetage du groupe de harraga», nous a indiqué Abdelaziz Zaïdi, chef de la station maritime principale des gardes-côtes de Annaba. Les 16 membres de ce groupe sont sains et saufs, selon Abdelaziz Zaïdi, qui a ajouté qu'ils ont «échappé à une mort certaine grâce à l'intervention de nos services et à la bonne collaboration entre les gardes-côtes algériens et leurs homologues italiens».

Ainsi donc a pris fin une aventure qui a failli finir en cauchemar pour ces jeunes candidats à l'émigration clandestine et leurs familles. Reste à savoir s'ils pourront quitter rapidement le territoire italien du fait des nouvelles lois promulguées par ce pays et stipulant des peines de prison et de fortes amendes à l'encontre de tout immigrant clandestin.

A. Bouacha

SANTÉ

34^e cas de grippe porcine en Algérie

Un nouveau cas de grippe A-H1N1 vient d'être confirmé ce jour par les services du laboratoire de référence de la grippe de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA). Il s'agit d'une jeune femme âgée de 20 ans, résidant à Oran et ayant été en contact prolongé avec l'un des cas revenu récemment d'Espagne.

Cette personne est actuellement hospitalisée dans un service de référence à Oran et répond favorablement au traitement médical. Le nombre cumulé de cas enregistrés en Algérie à la date du lundi 24 août 2009 s'élève ainsi à 34 cas confirmés dont aucune forme sévère et aucun décès.

DÉCÈS

Abdelkrim Mechia, directeur général de l'Algérienne des eaux, a la douleur de faire part du décès de sa chère et regrettée sœur

MALIKA MECHIA

L'enterrement aura lieu ce jour mardi 25 août 2009 au cimetière d'El Madania. La levée du corps se fera au domicile mortuaire sis au 57, rue Alem-Abderezak (ex-Lefébure) à El-Mouradia.